

peuple écossais pour maintenir son indépendance contre l'agression de ses voisins du sud. Je sais apprécier la littérature, la philosophie et la culture de la Grèce et je comprends que l'union des provinces allemandes a eu pour objet de favoriser le développement et la prospérité de la nation. L'expression "Empire" dans la solution du problème diplomatique a reçu de la part des hommes d'Etat anglais une signification nouvelle et plus étendue. Je suis impérialiste et je crois que dans cette Chambre, la majorité des membres sont impérialistes dans le sens propre du mot. Je ne prétends pas que l'Angleterre cherche à conquérir d'autres pays—mais nous sommes impérialistes parce que nous comprenons que la nation anglaise a encore une grande œuvre à accomplir, non pas avec des guerres agressives, non pas en acquérant de nouveaux territoires, mais en contribuant au maintien de la paix du monde.

Nous devons tous comprendre que le seul moyen d'assurer la paix universelle est d'agir avec calme et de fortifier à un tel point la défense de l'empire, que les puissances de l'Europe comprendront que si elles s'arment pour nous attaquer leurs flottes subiront le sort de celles de Philippe et de Napoléon et qu'en mettant en pratique une politique de ce genre, nous faisons un pas en avant pour établir le parlement de l'humanité, la fédération du monde. C'est avec grand plaisir, monsieur l'Orateur, que je seconde la motion en faveur de l'adresse.

Le très hon. sir WILFRID LAURIER (Québec-est) : Monsieur l'Orateur, bien que je ne puisse approuver qu'un très petit nombre des observations que nous ont présentées l'honorable député de Chambly-Verchères (M. Rainville) et l'honorable député de Kingston (M. Nickle), c'est certainement un plaisir pour moi de leur offrir les félicitations que la Chambre est toujours heureuse de présenter à ses jeunes membres dans une circonstance semblable. Je suis particulièrement reconnaissant envers l'honorable député de Kingston pour le très aimable tribut d'éloges qu'il a payé à un citoyen de Kingston—je veux parler de feu sir Richard Cartwright—qui a occupé pendant un grand nombre d'années une place si remarquable dans la vie publique au Canada. Les efforts des honorables députés qui ont proposé et secondé l'adresse leur font beaucoup d'honneur, d'autant plus que dans le discours qui a été mis dans la bouche de Son Altesse Royale par ses ministres, il y avait très peu de choses qui puissent leur permettre d'emprunter une inspiration.

Le discours est remarquable tout à la fois parce ce qu'il contient et parce qu'il ne contient pas. Au point de vue du Gouvernement, le discours contient juste ce qui

ne pouvait pas en être exclu, et au point de vue du peuple il y a beaucoup de sujets de la plus grande importance sur lesquels l'attention de la Chambre aurait dû être attirée.

Sans doute, chacun s'attendait à ce que le discours fasse mention du voyage de Son Altesse Royale à travers tout le continent depuis l'île du Prince-Edouard jusqu'à Prince-Rupert et même à la frontière de l'Alaska, et la Chambre, j'en suis sûr, sera très heureuse de présenter ses félicitations à Son Altesse Royale pour la résolution qu'elle a prise de faire connaissance avec la vaste étendue de cet immense pays qu'elle est appelée à présider.

Chacun s'attendait aussi à que des allusions soient faites aux bonnes récoltes dont nous avons été gratifiés—mais dont l'abondance n'a pas été aussi grande que nous pouvions nous y attendre, parce que, comme le discours du trône le suggère, les cieux qui ont pleuré constamment depuis le 21 septembre 1911, ont causé des dommages à la récolte qui promettait d'être si belle durant la saison dernière. Mais, pourtant, nous sommes certainement très reconnaissants à la Providence pour son abondance, et si l'on pouvait compter encore sur la Providence pour faire vendre avantageusement cette récolte, les agriculteurs de l'Ouest auraient une nouvelle raison de rendre grâce aux cieux, parce que, sous l'administration actuelle, la Providence est le seul pouvoir auquel puissent s'adresser les fermiers de l'Ouest pour tirer parti de leur récolte. Ce que le Gouvernement pourrait faire de mieux, ce serait de s'adresser aux chemins de fer et à la commission du commerce entre états à Washington pour leur demander d'accorder aux cultivateurs un tarif favorable de façon à leur permettre d'envoyer leur grain aux ports américains en utilisant les voies ferrées américaines, cela en portant peut-être atteinte à leur loyauté et en ouvrant une voie à l'annexion, en ce qui concerne du moins les électeurs torys.

Naturellement on devait s'attendre à ce qu'on nous demande de ratifier la convention commerciale conclue entre le Gouvernement et une partie des Antilles comme sous le nom des îles Bahama et je puis donner l'assurance à mon honorable ami que, de ce côté-ci, nous aurons le plaisir de ratifier cette convention si les conditions n'en sont pas trop exagérées. Le principe est excellent. Le résultat ne sera pas très important, parce qu'en somme le marché qui est ouvert au producteur canadien dans les Bahama n'est pas d'une très grande étendue. Le principe est excellent, ai-je dit, parce que dans le moment actuel rien n'est